

RESISTANCES

Négationnisme à l'école.

Dans **Fenêtre sur cours** édité par le syndicat enseignant SNUIPP-FSU, Philippe Guez dénonce l'envoi d'un courrier négationniste au cours du mois de mars. Une lettre, à l'entête de la librairie « La Vieille taupe », bien connue pour avoir publié de nombreux écrits négationnistes, dont l'infâme ouvrage de Roger Garaudy, a, en effet, été adressée à plus de 200 directeurs d'école à Paris à partir d'un fichier « confidentiel » réservé aux relations entre la Mairie de Paris, le rectorat et les directeurs. La Mairie et le rectorat ont porté plainte, une enquête interne a été ouverte. « Le SNUIPP Paris a décidé de prendre toutes les dispositions pour porter plainte aussi, tant sur le contenu de ce courrier que sur la divulgation du fichier informatique confidentiel ».

FN-police (FNP) perd...

Le 17 juin dernier, la cour d'appel de Paris a confirmé le jugement rendu par le tribunal de grande instance d'Evry, en estimant que cette officine du FN ne pouvait prétendre à la qualité de syndicat. La cour a estimé « qu'en adoptant la dénomination FNP, ladite organisation s'est (...) ostensiblement confondue avec le parti politique dénommé Front national ». « Le FNP a été délibérément conçu et créé par le FN comme vecteur de l'action de ce parti politique dans le milieu professionnel de la police » ajoute la cour. Rappelons que le FNP avait obtenu 7,40 % des voix aux dernières élections professionnelles.

Mais FN-pénitentiaire en sur-sis.

La cour d'appel de Montpellier, de son côté, a infirmé le 9 juillet dernier, le jugement du 17 décembre 1996 du tribunal de grande instance de Montpellier qui avait interdit au FN-pénitentiaire de se prévaloir de la qualité de syndicat à la suite de la plainte de la direction de l'administration pénitentiaire et de plusieurs syndicats.

Chimistes antifascistes

Le congrès de l'UFICT-CGT Chimie a voté lors de son dernier congrès de mai dernier une motion « Combattre le Front national ». Constatant que « le parti fasciste développe le poison du racisme...qu'il bafoue l'indépendance syndicale, les valeurs d'humanité et de solidarité du syndicalisme français. Le syndicat de la Chimie « appelle tous ses adhérents, toutes ses structures » « à combattre toute tentative d'implantation du FN dans les entreprises; à faire reculer

les idées de ce parti, en apportant par la lutte de vraies réponses aux besoins immédiats de progrès économique et social ; en organisant des journées d'études pour les syndiqués; en recherchant l'unité syndicale dans les ripostes, notamment contre toute tentative de création de syndicats-FN ». Enfin le congrès a proposé à la Fédération syndicale UGICT-CGT « la mise en place d'un groupe de travail sur ce sujet dans le collectif fédéral « Droits et Libertés » afin de responsabiliser chaque militant, chaque syndiqué ».

Radioactivité brune à Marcoule.

Le Syndicat du Personnel de l'énergie atomique CFDT de Marcoule, dans son bulletin du 12 Mai 1997, dénonce les tentatives d'implantation du FN au CEA de Marcoule. Selon ce bulletin, le FN semble être en position de force au sein de la CFTC sur le site du CEA, puisque des tracts récents diffusés par cette organisation faisaient référence « à la préférence nationale », « à l'esprit nationaliste ». Les autres syndicats ont été unanimes pour dénoncer de telles pratiques. Pour sa part le syndicat CFDT du nucléaire, par l'intermédiaire de l'UD CFDT du Gard, a contacté l'UD CFTC. Le secrétaire de cette union départementale CFTC a précisé par lettre que des sanctions avaient été prises contre le rédacteur des tracts incriminés. Or peu de temps après, le 7 Mai, un autre tract était diffusé à la cantine du CEA, mais cette fois signé par le CNTS, créé par le FN. Il n'était pas diffusé à visage découvert; ses exemplaires étaient mélangés à ceux des syndicats dans les bacs qui leur sont réservés. Ce tract s'en prenait aux syndicats, les traitant « d'agitateurs professionnels de la gauche » ou « d'ayatollahs d'extrême-gauche », et caractérisait les militants de la CGT de « nazis rouges ». Le jour même, la CFDT, FO, la CGT et le SPEAN se sont réunis pour réagir à ce torchon, et ont regretté l'absence de la CFTC et de la CGC. Les quatre syndicats considèrent qu'il y a là une stratégie du FN d'infiltrer la CFTC. Ils ont décidé de rencontrer les directions du site pour les mettre en garde contre la stratégie du FN, et de rencontrer aussi la CFTC pour qu'elle clarifie, sur cette question, ses positions.

Inscriptions antisémites

Le 13 juillet dernier, un agent de la SNCF a découvert sur la locomotive BB 7416 de Villeneuve des inscriptions antisémites et racistes « gravées » sur la carrosserie de l'engin et manuscrites sous le rabat cartonné

du carnet de bord « 3 millions de juifs à brûler en France 3 millions de chômeurs en moins, idem pour les nègres qui sont une race inférieure, oui pour une France blanche » signé du groupe néonazi PNFE et orné de la croix celtique. L'agent a immédiatement fait un rapport à sa direction. « Je voudrais lancer un appel à vigilance de tous, car ce genre de « prose » a engendré, l'Histoire en témoigne, des millions de morts. Ce n'est bien sûr pas la première fois que j'ai l'occasion de lire ce genre de choses à bord des engins moteurs ou dans d'autres lieux, mais là trop c'est trop ». L'Union professionnelle régionale de Paris Sud-Est CFDT a immédiatement demandé à la direction de prendre des dispositions « afin que ces inscriptions disparaissent et ne réapparaissent plus. »

Agression contre un syndicaliste

Le 13 mai dernier, lors du passage, à Tours, de la marche européenne contre le chômage, le candidat FN Verdun et ses nervis armés s'en sont violemment pris à Patrick Bourbon, responsable FSU départemental. Frappé au visage, il a été transporté aux urgences. Une plainte a été déposée contre l'agresseur identifié.

Galtier: suite et fin ?

Nous apprenons que le conseil confédéral de la CFTC a décidé, le 24 avril dernier, de retirer ses mandats locaux et fédéraux à titre définitif à Charles Galtier qui s'était illustré au début de l'année en prêtant une salle de la Bourse du Travail de Montpellier au dirigeant FN B. Anthony (voir ISA précédents). Dans une lettre de réponse, Galtier affirme que « ses convictions politiques personnelles et son adhésion à tel parti politique ne concerne que lui-même » et, après avoir dénoncé notamment Ras l'front, il précise qu'on ne pourra améliorer durablement la situation de l'emploi « sans rétablir au niveau de la CEE la préférence communautaire à la place du mondialisme et de l'échangisme sauvage... et sans aider les pays du Tiers-monde à se développer et pour ce faire sans inverser le courant de l'immigration qui les prive de cerveaux et de bras indispensables... » (sans commentaire...).

De son côté la Fédération CGT des organismes sociaux se félicite que « le représentant du Front national soit démis de ses fonctions ». En effet Galtier était le représentant de la Fédération Agriculture de la CFTC et siégeait dans diverses instances à la Mutualité sociale agricole qui couvre 4,6

millions d'assurés et gère 140 milliards de francs de prestations.

Oppositions à Bleu Blanc

Rouge

Depuis plusieurs années, la fête annuelle du FN, « Bleu, Blanc Rouge », se tient sur la pelouse de Reuilly dans le 12^{ème} arrondissement de Paris. A l'initiative notamment de l'UL CGT du 12^{ème} arrondissement, de Ras l'front et de diverses organisations de gauche, une pétition sous forme de « lettre ouverte au maire du 12^{ème} arrondissement » appelle, « au nom des valeurs républicaines », une intervention de celui-ci auprès du maire de Paris « afin que la location et l'accès de la pelouse de Reuilly soient refusés au Front national et à ses invités ».

Convergences nanterroises

Le 30 mai dernier, à l'initiative de Nanterre solidaire et de Ras l'front, s'est tenue à Nanterre (Hauts de seine) une rencontre de militants associatifs et syndicaux. Après une analyse détaillée du FN proposée par Claude Carrey de Ras l'front qui souligna ses tentatives « de dévoyer le mouvement social et associatif », sont intervenus Raoul Alonso (responsable SNES-FSU) sur les multiples visages de l'influence du FN à l'école, et Claude Debons (responsable FGTE-CFDT) qui a notamment fait part de ses inquiétudes sur l'influence d'une liste FN aux élections dans les HLM de la SNCF. Une soirée d'échanges et de convergences militantes nécessaire pour faire reculer ce que Robert Riquois de Nanterre Solidaire a appelé « l'hydre et la pieuvre ».

Dans la presse syndicale

CFDT Magazine reproduit dans son numéro de juillet-août 97 deux articles d'un dossier réalisé par **Turbulences** (journal des jeunes de la CFDT) sur la stratégie du FN dans le monde enseignant. Dans le premier intitulé « Ecole : la Fn diffusion », il est fait un état des lieux de la situation: on peut constater que « le MEN a revu à la baisse ses ambitions syndicales », et que le FN semble aujourd'hui préférer « l'offensive sur le terrain des idées ». Sont aussi décrites les méthodes d'approche des enseignants par le parti fasciste. A travers en particulier « l'affaire » du CDI de Saint-Ouen l'Aumône [centre de documentation du lycée où des ouvrages à connotations racistes avaient été découverts ndlr], les complicités pouvant exister dans certains établissements sont dénoncées. Dans le second article, « Profs et xénophobie : un corps poreux ? », une tentative d'explication de la perméabilité des enseignants aux idées du Fn est faite: « la massification des effectifs » et « les nouvelles formes de violence urbaine » provoqueraient des discours excluants de la part des enseignants, révélant une dérive xénophobe. D'autre part, l'article souligne le manque de solidarité avec les directeurs d'école s'opposant aux maires FN, à propos de la suppression des repas de substitution (sans porc), et s'interroge : « sommes-nous en train d'assister à l'émergence d'un mariage contre nature entre le laïcisme intran-

sigéant de la frange conservatrice de la gauche et la xénophobie excluante du Fn ? ». Enfin, on peut lire une description de la tactique déployée par le FN pour les élections aux conseils d'administration des établissements. Le bulletin du **SNUIPP de Blois**, dans le cadre de la préparation de son prochain congrès départemental, publie une contribution sur « Laïcité-extrême-droite, la place du syndicat ». « Après les immigrés, l'école publique est pour le FN, responsable des maux de la société. C'est la raison pour laquelle dans son programme, il prône « des établissements autonomes, libres de recruter les enseignants, libres de choisir un enseignement normal ». Pour lui l'école publique c'est « l'endoctrinement, le subvertisme, le dogme égalitaire, l'incitation à la débauche, la pédagogie bruyante et bavarde » constate le SNUIPP 41 qui « appelle ses collègues à la vigilance et à l'action contre le racisme et toutes les thèses racistes, xénophobes et sexistes du FN ». **La FSU Côted'Or** rapporte un exemple de refus d'enseignants de siéger au CA du lycée Jean-Marc Boivin de Chevigny avec des membres de la municipalité dont le maire s'était compromis, lors des élections législatives, avec le FN. « Il est inconcevable que, dans les conseils d'école, les conseils d'administration des collèges et lycées, puissent siéger des individus qui bafouent les valeurs sur lesquelles est fondée la démocratie ». « Ces dernières années, dans le cadre de la FEN puis de la FSU, certains de nos syndicats sont intervenus auprès des maires, des présidents du conseil général et du conseil régional, pour leur demander de faire en sorte qu'aucun élu du Front national ne soit habilité à les représenter dans les établissements scolaires... nous allons réitérer ces interventions et nous appelons dès maintenant les personnels de l'Education nationale à nous informer et à faire barrage avec les représentants des parents d'élèves partout où des élus FN pourraient être autorisés à siéger ». **Analyses & documents économiques** du centre confédéral d'études économiques et sociales de la CGT propose dans son numéro de juin un important dossier « Extrême-droite, les racines du mal ». Didier Niel, secrétaire de la CGT appelle à « démystifier les idées d'extrême-droite » et à la mise en oeuvre d'une démarche revendicative « qui prenne en compte la réalité vécue concrètement, parfois difficilement, par les salariés, et qui ne triche pas avec les réactions ou les attentes exprimées souvent fortement bousculant notre culture et auxquelles nous devons répondre pour redonner confiance dans l'action collective et son efficacité ». Après avoir examiné la réalité des flux migratoires, Michèle Tribalat interroge « quelle intégration dans la population française ? » et Denise Maillot prévoit, dans un autre article, « un déficit prévisible de main-d'oeuvre en Europe » qui provoquera « un nouveau recours à l'immigration ». Elle souligne « qu'en 2006 les enfants du babyboom partiront à la retraite » et conclue, « au cours de la prochaine décennie un nombre croissant de travailleurs immigrés, en provenance de régions du monde plus pauvres et plus jeunes pourraient bien être appelés à travailler

et vivre en France et probablement ailleurs en Europe... parce qu'il faudra former ces travailleurs aux qualifications de demain et que le développement de notre planète, la lutte contre la misère du tiers-monde passent aussi par cet accueil ». Michel Wierworka apporte une contribution sur « la spécificité française ». En plus de nombreux facteurs explicatifs souvent donnés (crise...) il souligne que les succès du FN « s'expliquent avant tout par un blocage politique du système où les partis en place s'avèrent impuissants à répondre aux attentes populaires et d'abord à celles qui concernent le chômage et l'exclusion et s'accordent presque sur l'essentiel... ». « Les idées [du FN] apportent une mise en forme à la protestation sociale, et donc à des sensibilités qui s'éloignent chaque jour davantage de toute idée de changement démocratique, de réforme débattue, de négociation collective, au profit d'attitudes purement négatives, vaguement révolutionnaires en même temps que réactionnaires et racistes, ce qui peut constituer une étape profasciste, avec le paradoxe de deux qui s'installent dans une posture de pure critique, dans la pensée négative, croient pouvoir le faire en continuant à voter à gauche ou en se syndiquant dans des syndicats respectables sans voir que leur discours les emporte ailleurs ». Pour Nasser Mansouri-Guilani qui analyse précisément les « mesures économiques » du FN, « les impasses de ses choix économiques » ne sont nullement un handicap « dans la mesure où celui-ci ne vise pas à la cohérence, même si le programme économique s'intègre dans un projet politique élaboré ».

Raout antifasciste

Du 10 au 12 juin, a eu lieu le 4^{ème} « Raout » de la CFDT Société Générale (réunion informelle de militants). Il a réuni 122 participants et 9 invités extérieurs pour animer des débats autour des revendications professionnelles mais aussi sur des thèmes comme les droits des femmes. Un débat a porté sur « Syndicalistes contre le Front national » avec Marc Sonnet (URI CFDT PACA) et Françoise Pécoup (Ras l'front). Après le rappel de la stratégie du FN dans le monde du travail et un état des lieux de la situation dans la région PACA, les échanges ont porté sur les moyens de la riposte sur le terrain syndical: information et formation des militants, argumentaires etc...

Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.) est édité par la commission syndicale de Ras l'front:

Ras l'front commission syndicale
BP 87 75561 Paris cedex 12

Tel 01 42 43 22 00

Fax 01 42 43 23 63 imprimé par nos soins